

La Palestine : vivier d'innovations politiques et écologiques

Entrevue avec Stéphanie Latte Abdallah

Michaël Séguin and Catherine Caron

Number 807, March–April 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92938ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Séguin, M. & Caron, C. (2020). La Palestine : vivier d'innovations politiques et écologiques : entrevue avec Stéphanie Latte Abdallah. *Relations*, (807), 35–37.



LA PALESTINE : VIVIER D'INNOVATIONS POLITIQUES ET ÉCOLOGIQUES

ENTREVUE AVEC STÉPHANIE LATTE ABDALLAH



La résistance palestinienne a connu de multiples formes depuis la création de l'État d'Israël, allant de forts mouvements de protestation civique à des actions armées plus circonscrites. Une constante du peuple palestinien semble néanmoins être sa capacité à tester les limites du système politique autant qu'économique et à proposer des solutions inédites. Nous en avons discuté avec la politiste française Stéphanie Latte Abdallah, spécialiste du Moyen-Orient, lors de son passage à la Société québécoise de science politique, à Montréal.

Selon vous, le paradigme contestataire dans lequel s'inscrit l'action militante en Palestine s'est profondément transformé depuis la fin de la Seconde Intifada (2000-2006). Comment a-t-il changé?

Stéphanie Latte Abdallah : Il y a tout d'abord le constat de l'échec des solutions telles que les partis politiques les ont proposées jusqu'ici, que ce soit les négociations et les accords d'Oslo, ou bien la lutte armée. Depuis 2004, la société civile a repris l'initiative avec les mobilisations dites de la résistance populaire dans des villages comme Nai'lin, Bil'in, Budrus, Nabi Saleh, Beit Omar, dans la vallée du Jourdain, le quartier de Cheik Jarrah à Jérusalem-Est, etc. Il s'agit de marches et de manifestations hebdomadaires qui se sont multipliées en Cisjordanie, dans des lieux directement touchés par la prédation de terres par les colons ou par la construction du mur érigé par Israël, à partir de 2002, en territoire palestinien occupé. Ce type de résistance, couplé à des recours juridiques, met en œuvre des modes d'action innovants, puisque l'intention est de s'adresser aux médias, tant locaux qu'internationaux. Parmi ces formes de résistance populaire non-violentes, il y a par exemple des performances, comme on a pu le voir avec la création *ex nihilo* des villages de Bab al-Shams près de Jérusalem, en janvier 2013, et de Ein Hijleh dans la vallée du Jourdain, en 2014. Elles sont d'abord destinées à alerter le monde sur la situation, à gagner la bataille des images et de l'opinion publique internationale. La grande Marche du retour, lancée à Gaza le 30 mars 2018, s'est inscrite dans cette même perspective.

Ces nouvelles formes de mobilisations, à la fois très localisées et cherchant l'attention internationale, témoignent d'un changement de paradigme. Plus que d'œuvrer à la libération nationale et territoriale et à la construction d'un État, il s'agit de travailler pour la défense de droits concrets

et pour l'accès aux ressources, de bénéficier des mêmes droits que les Israéliens dans un espace qui est de facto partagé en raison de la continuation de la colonisation. Cet enjeu de citoyenneté et de droits, de même que la campagne nationale et internationale BDS¹, lancée en 2005 par un collectif d'ONG, visant entre autres à boycotter des institutions et des produits israéliens, renvoient beaucoup plus au paradigme des luttes pour les droits civiques aux États-Unis, contre l'apartheid en Afrique du Sud ou encore contre la colonisation en Inde ou ailleurs. BDS ne cesse d'accroître son influence et est unanimement considérée comme un succès en Palestine. Ce changement total de paradigme remet à l'ordre du jour la question des réfugiés et celle de lieux qui avaient été marginalisés par l'idée d'une construction étatique sur les territoires occupés depuis 1967.

Par ailleurs, depuis moins d'une dizaine d'années, on observe l'émergence d'engagements citoyens dans une économie locale alternative, autour de la notion d'économie de la résistance. En dépit de leur ancrage dans des pratiques économiques et de leur détermination pragmatique, ces modes d'action et ces engagements témoignent de la volonté de reconstruire d'autres formes de citoyenneté et une autre société – de refaire société. Reconstruire car, en Palestine, le lien avec le passé, avec des pratiques historiques ou anciennes culturellement ancrées, est toujours évoqué: cette insistance est évidemment due à la crainte d'une aliénation culturelle accrue par la situation coloniale.

Cela s'inscrit aussi dans une histoire de la résistance: celle d'une première Intifada (1987-1993) pendant laquelle le boycott des taxes et des produits israéliens, les grèves massives et la mise en place d'une économie alternative autogérée – notamment autour de l'agriculture, de l'économie domestique et de jardins communautaires (les «jardins de la victoire») – avaient été centraux. Ce soulèvement, d'abord conçu comme une guerre économique, entendait alors se



réapproprié les ressources captées par les forces d'occupation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. On revient à cet imaginaire historique très fort, parce qu'on a l'impression d'avoir perdu des valeurs fondamentales depuis, notamment en raison de la prégnance d'un modèle économique et sociétal néolibéral qui a valorisé le consumérisme et l'individualisme. La nécessité de retrouver, de recréer ou de réinventer ces valeurs est perçue fortement en Palestine, car la population fait face à une violence politique, économique et environnementale aiguë qui est le résultat de la colonisation israélienne et de sa collusion avec des intérêts économiques néolibéraux.

Les nouveaux types d'engagement visent donc davantage une recherche d'autonomie et de souveraineté localisée qu'une solution nationale à la colonisation israélienne, car il s'agit d'agir ici et maintenant, à l'échelle des citoyens, alors que les gens ont bien conscience qu'ils n'ont pas les moyens de peser sur une solution politique, qu'elle soit à un ou à deux États.

Vous parlez d'une «économie de la résistance» qui se développe depuis quelques années. Qu'est-ce qui la caractérise et en quoi diffère-t-elle de ce qu'on voyait avant dans la région?

S. L. A.: Cette économie de la résistance a émergé à partir de la prise de conscience de la nécessité économique, politique et environnementale de sortir des modes de production actuels, du néolibéralisme, voire de l'économie capitaliste. C'est la nécessité qui est à l'origine de la transformation des engagements et des pratiques.

Dans la situation extrême que vit la population de Gaza, par exemple, on voit poindre une économie circulaire, même si elle n'est pas nommée ainsi. Il faut en effet recycler les matériaux des immeubles détruits pour pouvoir faire de nouvelles constructions, parce qu'il y a très peu de matériaux qui peuvent entrer sur le territoire. Un entrepreneur vient même de mettre au point un moyen d'utiliser les ordures comme matériaux. Les modes de construction anciens, en terre ou en sable, apparaissent aussi mieux adaptés au territoire et au climat. À Gaza, on utilise aussi des modes de production agricole innovants, en hydroponie ou bien à la verticale, parce que les sols sont pollués par la guerre et la pulvérisation de pesticides par l'armée israélienne, d'une part, et que les autorités israéliennes ont réduit les zones cultivables en interdisant et en détruisant les cultures proches des frontières, d'autre part.

Deux mots arabes désignent l'économie de la résistance: *iqtissad al-sumoud* (qui renvoie à l'idée de tenir bon, à l'attachement des Palestiniens à leur terre, incarné par la figure emblématique du paysan) ou *iqtissad al-mouqawama* (qui a une dimension de résistance plus active). Les acteurs de cette économie sont des producteurs dans le domaine agricole, des coopératives, des syndicats de travailleurs et de travailleuses, des personnes engagées dans le tourisme alternatif, les énergies renouvelables, des associations ou des ONG qui prônent des modes d'échange non marchands: différents

types d'acteurs qui ont tous pris conscience du fait que l'essentiel des ressources de la Cisjordanie était petit à petit accaparé par les colons israéliens, et qu'il s'agissait de développer une autre économie. L'idée est de regagner un accès aux ressources pour restaurer des formes de souveraineté par le bas et, à partir de là, de redéfinir la citoyenneté et le projet collectif.

Il peut s'agir d'agroécologie, de la création de fermes communautaires, de banques de semences locales, du développement de modes d'échange direct entre producteurs et consommateurs. Pourquoi? Parce que la production agricole, qui était très importante en Palestine, a complètement régressé depuis les accords d'Oslo, passant de 13% du PIB, en 1995, à 6% aujourd'hui. Toute une gamme de fruits et de légumes ne sont plus produits en Palestine et sont importés d'Israël (65% de l'ensemble des produits consommés). Il s'agit de s'assurer d'avoir suffisamment de produits locaux autoproduits pour pouvoir boycotter ceux venant d'Israël et cesser d'alimenter l'économie israélienne et l'occupation avec elle.



Palestiniennes actives dans une coopérative agricole à Aqrabaniya, 2 avril 2019. Photo : Anna Wloch/Fundacja PCPM /Flickr

Par ailleurs, il faut savoir qu'étant donné que la plupart des terres cultivées en Cisjordanie sont en zone C, c'est-à-dire sous juridiction israélienne, elles sont susceptibles de tomber dans l'escarcelle de l'État quand elles ne sont pas cultivées, cela en vertu d'une ancienne loi ottomane ressortie par les autorités israéliennes en 1976. Aussi, la plupart des modes de production sont à base de graines stériles (qui ne peuvent pas être reproduites d'année en année et qui doivent être rachetées) et peu résistantes, d'engrais et de produits chimiques coûteux achetés en Israël. Ces produits rendent les sols stériles et non cultivables. De ce fait, le travail agricole n'est pas rentable pour les petits propriétaires.



Beaucoup abandonnent cette activité pour aller travailler en Israël ou dans les colonies, le plus souvent dans la construction. Face à tout cela, il y a donc une volonté de produire autrement pour ne plus favoriser l'expansion de la colonisation et une volonté de se réinscrire dans une histoire et des savoir-faire locaux.

Les bailleurs de fonds internationaux tout comme les acteurs palestiniens et israéliens de l'agrobusiness ont une vision moderniste de l'agriculture qui, on le sait maintenant, est destructrice et d'autant plus dans le contexte palestinien où elle favorise l'expansion de la colonisation. Ils parlent de *sécurité alimentaire*, par exemple, tout comme l'Autorité palestinienne d'ailleurs, qui peut s'accommoder de monocultures ou d'OGM. Les acteurs associatifs, eux, parlent plutôt de *souveraineté alimentaire*. Celle-ci place au centre des priorités la capacité des gens de décider de leur production, du pourquoi et du comment, dans un plus grand respect de l'environnement, en revalorisant les semences anciennes beaucoup plus résistantes et des façons de cultiver qui sont adaptées à la pluviométrie, à la nature des sols de la région, etc.

À vos yeux, les initiatives liées à l'économie de la résistance portent-elles ainsi une critique de l'économie néolibérale et de l'aide internationale?

S. L. A.: Tout à fait. Les accords d'Oslo ont favorisé une économie néolibérale², en particulier à la faveur des gouvernements de Salam Fayyad, l'ancien premier ministre de l'Autorité nationale palestinienne, à partir de 2007. Il faut comprendre que le maintien de l'occupation et du projet de colonialisme de peuplement israélien est aussi produit par la forme de collusion qui s'est créée entre des intérêts capitalistes néolibéraux palestiniens et israéliens, et ainsi entre une classe capitaliste palestinienne et israélienne. Les milieux d'affaires palestiniens sont par ailleurs fortement liés à l'Autorité palestinienne, sous la forme de réseaux clientélistes qui défendent des projets économiques communs. Dans le secteur de l'agrobusiness, des hommes d'affaires se sont unis pour créer de grandes exploitations dans la vallée du

Jourdain. Il en est de même pour les zones industrielles multinationales ou la création de la ville nouvelle de Rawabi.

Cette réalité pose d'un côté la question de la démocratisation de l'économie et, de l'autre, celle d'une démocratisation du système d'aide internationale, qui est un acteur économique – et donc politique – clé en Palestine. L'aide internationale massive, telle qu'elle a été conçue dans le sillage des accords d'Oslo, est critiquée, car elle est perçue comme dépolitisante, créant de la dépendance, affaiblissant l'autodétermination des Palestiniens et contribuant ainsi indirectement à l'occupation.

Une association comme Dalia refuse ainsi les bailleurs de fonds qui ne partagent pas sa vision politique, faisant plutôt appel à la diaspora palestinienne et à des bailleurs internationaux solidaires qui adhèrent à son approche. Elle offre des formes de microcrédit qui permettent la réalisation de projets autogérés par les habitants, dans le but de pratiquer une forme de démocratie directe à l'échelle des villages. Elle a beaucoup travaillé dernièrement sur la question des échanges non marchands, avec la volonté de mettre en valeur les ressources locales pour pouvoir les échanger et les faire circuler.

Aid Watch Palestine cherche pour sa part à rendre les financements internationaux responsables tout en posant la question des droits des Palestiniens vis-à-vis de ce mécanisme d'aide. En bref, elle veut démocratiser l'aide internationale, créer des leviers de pouvoir et de dialogue pour les Palestiniens et les Palestiniennes face à elle, dans une optique de citoyenneté globale permettant de sortir d'une situation où les gens ne sont que récipiendaires de cette aide, sans pouvoir influencer sur les décisions. 🇵🇸

Entrevue réalisée par Michaël Séguin, en collaboration avec Catherine Caron.

1. Boycott, désinvestissement et sanctions.
2. Dawood Hammoudeh, « Développement ou dépossession? », *Relations*, n° 732, mai 2009.

LDL

Ligue des droits et libertés

Le racisme systémique... Parlons-en!



À VISIONNER
LIGUEDSDROITS.CA/RACISME/



Illustration : Rémi Leroux